Parenté.

PARENTÉ.

1° ACTION ENTRE PARENTS.

Voir "Actions—Formes," 13°, 14°.

2° PARENTS—demande d'intervenir, lors d'une action en confirmation d'arrêt, et à réclamer objets arrêtés—réjetée, le demandeur étant fils du défendeur et demeurant dans la même maison.

Hudson, Ward & Co., Ltd., v. Le Gallais, Le Gallais intervenant. (1898)—219 Ex. 214.

Parjure.

PARJURE.

Voir "Enquête de Levée de Corps,"
2°-4°.

"Procédure Criminelle," 23°.

Paroisses.

PAROISSES.

LEUR RESPONSABILITÉ.

Voir "Détenion de Jeunes Enfants" 2°.

PARTAGE.

Partage.

Voir “*Caution—Cautionnement*,” 2°.
“*Procédure*,” 37°.
“*Successions*,” 5°.

1° TÊTES DE PARTIE — vu l’allégation des
acteurs qu’il y a deux têtes de partie—
Greffier Arbitre et Apprécieurs.

Vilton et aus. v. Vilton et au.
(1897)—218 Ex. 371.

2° TÊTE DE PARTIE—ce qui constitue.

Vènement et aus. v. Vènement.
(1899)—11 C.R. 177.

3° CASSATION DE CONTRAT—Partage et Cassation
de Contrat demandés dans la même action.

Le Bas v. Richardson. (1895)—49 H. 56.

4° TESTAMENT—LEGS PAR INDIVIS AUX HOIRS
OU DESCENDANTS—le représentant du prin-
cipal héritier de la *de cuius* est sans droit
de procéder au partage sans le concours
de ses co-héritiers, et ensuite d’appeler sur
ces derniers à en accepter leur part, l’aîné
n’ayant que les mêmes droits que les autres,
et la part qui leur revient leur étant dévolue
en vertu du Testament même, et non en
vertu du partage.

Blampied et aus. v. Blampied et aus.
(1895)—217 Ex. 424.

5° SUCCESSION COLLATÉRALE — PARTAGE PAR
SOUCHES—les héritiers dans une souche
sont sans droit d’action vers leur aîné par-
çonnier en partage de la part qu’il aura pu
appréhender de la succession en *partage*,
comme si ce dernier avait la qualité de

Partage.

principal héritier, les seules actions admissibles devant être vers ou de la part du principal héritier du *de cuius*.

Renouf et aus. v. Renouf. (1896)—49 H. 96.

6° COLLATÉRALE — SOUCHES — action intentée vers le principal héritier du *de cuius* par puisnés dans d'autres souches dont les aînés avaient partagé avec ledit principal héritier—jugée mal instituée par le Corps de la Cour, en présence des aînés dans les différentes souches, appelés en cause.

Renouf et aus. v. Le Brun, Renouf et au. à la cause. (1897)—49 H. 131 (*Corps de Cour*).

7° PRÉCIPUT—Il ne peut y avoir qu'un préciput dans une seule et même succession.

Ramié v. Ramié et au. (1897)—49 H. 127.

8° RECORD D'ARBITRE ENTERINÉ—Loi sur le Partage d'Héritages (1891)—Article 7.

Badier v. Badier. (1897)—49 H. 122.

9° TESTAMENT — PARTAGE devant le Greffier, après réduction *ad legitimum modum*.

Voir "Testaments," 12°.

10° RÉCLAMATION MOBILIÈRE—Dans une action en partage, la Cour d'Héritage ne peut être appelée à statuer sur une réclamation du principal héritier vers ses puisnés parçonniers, pour des frais judiciaires encourus par lui dans un procès en cassation de contrat, et c'est à tort que le principal héritier la fait figurer dans l'essai de partage par lui produit devant Arbitre.

Arthur v. Arthur et aus. (1900)—49 H. 185.

PARTAGE D'HÉRITAGES—LOI

Voir “*Partage*,” 8°.

Partage
d'Héritages
—Loi.

PARTIE PUBLIQUE.

Voir “*Avocat Général de la Reine*.”
“*Diffamation*,” 6°.
“*Procédure*,” 23°.
“*Procureur Général de la Reine*.”

Partie
Publique

PARTIES.

Voir “*Appels*,” 9°.
“*Arrêts*,” 1°.
“*Procureurs*,” 1°.
“*Testaments*,” 8°.

Parties.

1° MINEURS—paraissant qu'une des parties
défenderesses à une action représentée par
un Administrateur, est mineure d'ans—
défendeurs renvoyés.

Mutukisna v. Buesnel, Exécuteur, et aus.
(1897)—218 Ex. 513.

2° ACTION ENTRE LÉGATAIRES—un des acteurs
ayant demandé que son nom soit retranché
de l'action, vu qu'il n'a autorisé personne à
envoyer une action en son nom—défendeurs
renvoyés de l'action.

Le Cocq et aus. v. Sohier et au.
(1898)—219 Ex. 166.

3° SUBSTITUTION DE DÉFENDEUR.

Voir “*Faillites*.”

4° SUBSTITUTION DE DÉFENDEUR—Procureur de
liquidateurs nommés en Angleterre sub-
stitué comme défendeur au gérant d'une
Société en liquidation, dans une action en

Parties.

confirmation d'arrêt sur meubles situés à Jersey pour une dette y encourue.

Hamel v. Hawkes & Gardner, Limited. Izard intervenant. (1900)—220 Ex. 122 et sqq.

5° SUBSTITUTION DE DÉFENDEUR—CLAMEUR DE HARO—defendeurs dechargés de l'action, l'intervenant ayant déclaré assumer la responsabilité de leurs actes.

P.G. et ajoint v. Bisson et au. Falle intervenant. (1900)—220 Ex. 516.

6° CONVENTION—ACTION EN DOMMAGES INTÉRÊTS—demande du défendeur que des tiers soient convenus, écartée—aucun lieu de droit n'existant entre eux et l'acteur.

Milne v. Chapman. (1894)—216 Ex. 444.

7° CONVENTION—demande de convenir une Compagnie, rejetée—aucun lieu de droit n'existant entre elle et l'acteur.

Dutton v. Connétable de St. Hélier, et aus. (1900)—220 Ex. 453.

8° CONVENTION—demande de convenir l'endosseur d'un billet à ordre, rejetée—l'endosseur ayant déjà été déchargé de toute garantie eu égard audit billet à ordre, par acte de la Cour.

Le Brun v. Beaucamp. (1900)—220 Ex. 468.

9° MISES HORS DE COUR.

Le Couillard et ux. v. Renouf et ux. Cabot à la cause. (1900)—220 Ex. 510.

PEINES STATUTAIRES.

Peines
Statutaires.

Voir "Bannissement," 1°.
"Droit Criminel," 8, 9.

PENSION ALIMENTAIRE.

Voir “*Séparation de Biens*,” 7°.

Pension
Alimentaire

PENSION VIAGÈRE.

STIPULÉE EN FAVEUR DU MARI ET DE LA FEMME
CONJOINTEMENT. ET AU SURVIVANT D'EUX.—
est payable indivisément aux deux leur vie
durant et non moitié à chacun—Sur action
par la femme séparée en paiement de la
moitié de la pension, défendeur déchargé.
Turpin v. Devenish. (1900)—77 Exs. 88.

Pension
Viagère.

PÉREMPTOIRE.

INSERTIONS EN PÉREMPTOIRE.

Voir “*Bénéfice d'Inventaire*,” 6°.

Pérempt-
toire.

PESEUR PUBLIC.

ASSERMENTÉ, sur nomination du Vicomte.
Re Mollet. (1898)—219 Ex. 207.

Peseur
Public.

PÉTITOIRE.

Voir “*Possession—Propriété*,” 1°

Pétitoire.

PETITS DÉPENS.

Voir “*Cession*,” 5°.

Petits
Dépens.

1° SEUL LE CRÉANCIER qui a payé les gros dépens
peut réduire aux petits dépens.

Re Short, ex parte De Quetteville.
(1896)—218 Ex. 19.

2° DEMANDE DE RÉDUIRE AUX PETITS DÉPENS,
REJETÉE—le débiteur ayant été saisi par le
démendeur, quoiqu'il avait déjà été réduit
aux petits dépens par son créancier déte-
nant.

Re Short, ex parte Dallain.
(1896)—218 Ex. 43.

Petits
Dépens.

3° ACTES DE LA COUR POUR LE RECouvreMENT DE MENUES DETTES—créancier détenteur en vertu d'un Acte de la Cour pour le Recouvrement de Menues Dettes, reçu à payer les gros dépens.

Re Du Heaume, ex parte Trachy.

(1897)—218 Ex. 381.

Pièces de
Conviction.

PIÈCES DE CONVICTION.

Voir " Arrêts," 3°.

" Procédure Criminelle," 26°—29°

Pilotage.

PILOTAGE.

Voir " Navires," 3°.

1° PILOTES—EXAMINATEURS.

Voir " Examineurs de Pilotes."

2° RÈGLEMENT SUR LE PILOTAGE—Infractions à l'Article 29—poursuites.

P.G. v. Allix. (1895)—23 P.C. 555.

P.G. v. Baudains. (1898)—24 P.C. 271.

P.G. v. Winter. (1898)—24 P.C. 272.

Pharma-
ciens.

PHARMACIENS.

1° DEMANDE D'ENREGISTRER DIPLÔME, REJETÉE—l'enregistrement d'un diplôme de pharmacien n'étant pas obligatoire par la Loi de l'Ile.

Ex parte Chat. (1895)—217 Ex. 238.

2° RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DE LA PHARMACIE—permission d'exercer accordée.

Ex parte Adams et aus.

(1897)—218 Ex. 451 et sqq.

3° RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DE LA PHARMACIE —ARTICLE 5—Certificat de bonne vie et mœurs produit. Pharmaciens.

Ex parte Trotry-Girardière.

(1897)—218 Ex. 457.

4° ID.—ARTICLE 4—demande d'être admis à exercer la Pharmacie comme ayant exercé comme aide-pharmacien avant la promulgation du Règlement rejetée, le postulant ne rentrant pas dans les termes de l'Article 4 du Règlement.

Ex parte Sinel. (1897)—218 Ex. 457.

POLICE HONORIFIQUE.

1° MEMBRES DE LA POLICE—action en diffamation entre—Procureur-Général fait partie à la cause.

Police
Honorifique

Voir “*Diffamation*,” 6°

2° DÉCLARATIONS AUX MEMBRES DE LA POLICE —pas privilégiées.

Voir “*Fausse Accusations*.”

POLICE SALARIÉE.

LIBELLE VERS.

Police
Salariée.

P.G. v. De La Mare. (1895)—23 P.C. 464.

POSSESSION—PROPRIÉTÉ.

1° ACTION POUR EXHIBER TITRES ET ÉVIDENCES ET À DÉFAUT QUITTER POSSESSION, ETC.—L'Immeuble réclaté étant actuellement en la possession du défendeur et les acteurs n'ayant rien montré pour établir qu'à aucune époque ils en ont été propriétaires, jugé que le défendeur ne peut être appelé à exhiber de titres dans l'espèce.

Possession
— Propriété

Bénéfice de la Trinité v. Dorey.

(1895)—49 H. 47.

Possession
- Propriété

2° DE MEUBLES.

Voir "Meubles."

Poursuites.

POURSUITES.

Voir "Arrêts," 3°.

1° CONGÉ DE COUR.

Voir "Congé de Cour."

2° FRAIS—le Comité de la Défense de l'Île n'est pas responsable pour le paiement de photographies commandées par le Connétable d'une paroisse sur l'ordre du Procureur Général, aux fins d'une poursuite criminelle, n'ayant pas lui même autorisé la dépense.

Connétable de St. Ouen v. Comité de la Défense de l'Île. (1896)—76 Exs. 536.

Pouvoirs—
Excès de

POUVOIRS—EXCÈS DE

Voir "Caution—Cautionnement," 4°.

"Cour pour la Répression des
Moindres Délits," 2°, 3°.

Préciput.

PRÉCIPUT.

Voir "Partage," 7°.

Préférence.

PRÉFÉRENCE.

Voir "Arrêts," 8°, 9°.

"Désastre," 9°-13°.

"Friendly Societies."

"Loyer," 3°, 4°, 7°, 8°.

Prescription.

PRESCRIPTION.

1° Ne peut être plaidée par la personne qui a causé l'interruption de la procédure par son propre acte.

Voir "Procédure Criminelle," 21°.

2° Ne peut être plaidée par l'Exécuteur Testamentaire. Prescription.

Voir " *Exécuteurs Testamentaires*," 2°.

PRÉSUMPTION DE MORT.

Présomption de Mort

1° DÉCLARATION À LA COUR D'HÉRITAGE—cause envoyée en preuve—jugé que la personne en question doit être présumée morte.

Le Gresley v. Guard. (1895)—49 H. 45, 62.

2° DÉCLARATION DU PRÉVÔT—la déclaration du Prévôt à la Cour d'Héritage n'équivaut pas à une déclaration de la part de la Cour qu'une personne est morte en Loi. Mais aucunes nouvelles n'ayant été reçues d'elle pendant sept années, la Cour déclare qu'elle doit être présumée morte en Loi.

Marett v. Robin et aus.—*Marett et au. à la cause.* (1897)—218 Ex. 423.

3° DEMANDE À LA COUR DE DÉCLARER QU'UNE PERSONNE DOIT ÊTRE PRÉSUMÉE MORTE—rejetée, attendu que le demandeur n'a soumis aucun fait à la Cour montrant la nécessité pour la déclaration, et que par conséquent il n'y a rien pour motiver l'intervention de la Cour dans l'espèce.

Re Connor, ex parte Connor. (1897)—218 Ex. 553.

4° DEMANDE À LA COUR DE DÉCLARER QU'UNE PERSONNE DOIT ÊTRE PRÉSUMÉE MORTE, par le moyen d'un Ordre de Justice concluant à une condamnation au paiement d'une somme réclamée, référée au Corps de la Cour.

Connor v. Trésorier de la " Jersey Savings' Bank." (1897)—219 Ex. 11.

Preuve.

PREUVE.

Voir “*Témoins—Témoignage.*”

ACTE EN PREUVE.

Voir “*Procédure,*” 30°, 40°.

Prévôts—
Prévôté.

PRÉVÔTS—PRÉVÔTÉ.

Voir “*Présomption de Mort,*” 2°.

1° **DÉSŒBEISSANT À ASSISTER À L’ASSISE DE LA COUR.** Ordonné qu’il lui sera signifié d’avoir à comparaître le prochain jour de la Cour pour faire sa déclaration sous telle peine qu’il appartiendra.

Re Prévôt de St.-Pierre. (1898)—49 H. 139.

2° **ID.—CONDAMNÉ AUX FRAIS ENCOURUS PAR SA DÉSŒBEISSANCE ET INJONCTION D’AVOIR À L’AVENIR À REMPLIR LES DEVOIRS DE SA CHARGE D’UNE MANIÈRE RÉGULIÈRE.** Ensuite déclaration du Prévôt et Chef Sergent reçues.

Re le même. (1898)—49 H. 140.

3° **DÉSŒBEISSANT À ASSISTER À L’ASSISE DE LA COUR.** Absence non aperçue lors de l’Assise et pas déclarée à la Cour par le Chef Sergent. Représentation du Procureur-Général. Intimé au Prévôt d’avoir à l’avenir à remplir diligemment les devoirs de sa charge. Chef Sergent déchargé.

P.G. v. Prévôt et Chef Sergent de St.-Laurens.
(1899)—49 H. 172, 173.

4° **DÉSŒBEISSANT.** Le Prévôt n’ayant pas recordé et ne s’étant pas présenté à la Cour, ordonné qu’il lui soit signifié par l’Officier de se présenter en huitaine. Ensuite censuré et condamné aux frais.

Re Prévôt de St.-Jean.

(1894)—216 Ex. 401, 410.

5° PRÉVÔTÉ—due par une femme.

Prévôts—
Prévôté.

P.G. v. Hamon et au. (1898)—219 Ex. 86.

P.G. v. Le Feuvre et au.
(1899)—219 Ex. 509.

PRINCIPAL HÉRITIER.

Principal
Héritier.

Voir “*Partage*,” 4°—6°, 10°.
“*Successions*,” 1°, 5°—7°, 13°, 19°.

PRISE DE CORPS.

Prise de
Corps.

Voir “*Procédure Criminelle*,” 21°.

DÉCERNÉE vers une personne qui s'est évadée
de la Prison Publique.

*Re Norman. Représentation du Procureur-
Général.* (1895)—24 P.C. 4.

PRISON PUBLIQUE.

Prison
Publique.

Voir “*Prise de Corps*.”

1° CONSEIL D'ADMINISTRATION—frais à sa charge.

Voir “*Détention de Jeunes Enfants*.”

2° CONSEIL D'ADMINISTRATION—Ordre du Con-
seil changeant la composition du Conseil
d'Administration sans l'assentiment des
Etats de l'Ile—rappelé.

(1894)—9 O.C. 243.

3° CONSEIL D'ADMINISTRATION—Ordre du Con-
seil sanctionnant l'Acte des Etats modifiant
la composition du Conseil d'Administration
—enteriné.

(1895)—9 O.C. 276.

Prisonnier.

PRISONNIER.

1° ACTION VERS.

Voir "Procédure," 18°, 19°.

2° REPRÉSENTÉ PAR LE VICOMTE.

Voir "Vicomte," 4°—7°.

Privilège.

PRIVILÈGE.

COMMUNICATION PRIVILÉGIÉE.

Voir "Fausse Accusation."

Procédure.

PROCÉDURE.

Voir "Actions—Formes."

"Appels."

"Causes de Brièveté."

"Contrats," 6°, 10°.

"Dîmes," 2°.

"Milice," 1°.

"Partage," 1°, 8°.

"Saisies."

"Usufruitier," 2°, 3°.

1° GREFFIER ARBITRE Action en Règlement de comptes—Défaut devant Arbitre—Défaut devant la Cour. Condamné aux frais de son délai devant Arbitre, parties renvoyées devant leur Arbitre, où il sera signifié au défendeur de paraître et agir, sous peine de Six chelins.

De La Lande v. Laffoley.

(1895)—217 Ex. 257.

2° GREFFIER ARBITRE—Défaut devant Arbitre—Défaut devant la Cour. Condamné aux frais de son délai devant Arbitre, parties renvoyées devant leur Arbitre, où il sera signifié au défendeur de paraître et agir, sous peine de Six chelins.

Orviss v. Le Tourneur. (1895)—76 Exs. 486.

3° GREFFIER ARBITRE—présent devant la Cour, Procédure.
défaut après contestation devant Arbitre.
Condamné aux frais de son délai devant
Arbitre — parties renvoyées devant leur
Arbitre, où il est commandé au défendeur
de paraître et agir, sous peine de liquider
sur le compte de l'acteur.

Orviss v. Le Tourneur. (1895)—76 Exs. 490.

4° *Id. Id.*—Défaut devant Arbitre — Défaut
devant la Cour. Condamné aux frais de
son dernier délai devant Arbitre, et con-
damné à payer à l'acteur le montant de la
réclamation, et aux frais.

Orviss v. Le Tourneur. (1895)—76 Exs. 493.

5° GREFFIER ARBITRE—Défaut après contesta-
tion devant Arbitre après comptes pro-
duits—présent devant la Cour. Condamné
aux frais de son délai devant Arbitre—
parties renvoyées devant leur Arbitre, où il
est commandé au défendeur de paraître et
agir, sous peine de liquider sur la demande
de l'acteur.

Binet v. Turpin. (1897)—218 Ex. 420.

6° GREFFIER ARBITRE—Action en confirmation
d'Arrêt—présent devant la Cour, défaut
après contestation devant Arbitre. Con-
damné aux frais de son délai devant Arbitre
—parties renvoyées devant leur Arbitre, où
il est commandé au défendeur de paraître et
agir, sous peine de liquider sur le compte
de l'acteur.

Le Masurier v. Birmingham.
(1897)—219 Ex. 25.

- Pro cédure. 7° GREFFIER ARBITRE—AJOURS—paraissant par le Record que le défendeur n'a pas été régulièrement ajourné à paraître devant le Greffier — parties renvoyées devant leur Arbitre, acteur aux frais.
Orviss v. Le Tourneur. (1895)—76 Exs. 485.
- 8° GREFFIER ARBITRE—envoi devant le Greffier refusé—vu les conventions des parties.
Le Mottée v. "The Channel Islands' Entertainment Co., Ltd." (1900)—77 Exs. 99.
- 9° GREFFIER ARBITRE — VICOMTE PARTIE — RENTES — action en paiement — Envoi devant le Greffier, un des défendeurs faisant un second défaut, le Vicomte ayant déjà été constitué partie pour lui.
Le Brun v. Le Boutillier et au.
(1897)—76 Exs. 545, 548.
- 10° GREFFIER ARBITRE, pour production de pièces probantes.
Voir "Successions," 26°, 27°.
- 11° GREFFIER ARBITRE—TESTAMENTS—Réduction *ad legitimum modum*.
Voir "Testaments," 10°—14°.
- 12° VICOMTE PARTIE—PRINCIPAL OBLIGÉ ET CAUTION—sur le défaut de la caution, le principal obligé se présentant, le Vicomte est constitué partie.
Le Maistre v. Gabeldu et au.
(1894)—76 Exs. 466.
- 13° VICOMTE PARTIE—PRINCIPAL OBLIGÉ ET CAUTION—sur le défaut du principal obligé, la caution se présentant, le Vicomte est constitué partie.
Pinel v. Hotton et aus. (1894)—76 Exs. 466.

14° VICOMTE PARTIE—RENTE—action en paiement vers ci-devant propriétaire et détenteur actuel du fonds grevé—ce dernier se présentant et l'autre faisant défaut, le Vicomte est constitué partie. Procédure.

Le Brun v. Le Boutillier et au.

(1897)—76 Exs. 545.

15° VICOMTE PARTIE—RENTE—action vers nu-propriétaire et douairière—la douairière se présentant et le nu propriétaire faisant défaut, le Vicomte est constitué partie.

Ahier v. Buesnel et au. (1900)—77 Exs. 95.

16° VICOMTE PARTIE—en désastre.

Trésorier des Etats v. Nicolle et aus.

(1896)—217 Ex. 496.

17° VICOMTE PARTIE—Reconnaissance de faits obligatoires—l'un des défendeurs ne se présentant pas, le Vicomte demeure constitué partie.

Le Ruez v. Le Cornu et au.

(1898)—219 Ex. 249.

18° VICOMTE—action vers une personne qui est à subir un terme d'emprisonnement avec travail forcé—cause remise en quinzaine et Vicomte chargé de présenter le défendeur en Cour, ledit jour.

Briard v. Bott.

Le Rossignol v. Bott. } (1895)—217 Ex 267

19° VICOMTE—action vers une personne détenue en prison—sur la demande de l'acteur, le Vicomte est chargé de faire approcher le défendeur.

Re Marie, ex parte Le Quesne.

(1896)—217 Ex. 484.

- Procédure. 20° VICOMTE—actionné avec Principal Héritier sous bénéfice d'inventaire—fait défaut.
Nicolle v. Le Brun et Vicomte et autres.
(1897)—218 Ex. 494 et sqq.
- 21° VICOMTE SUR LES LIEUX—Record du Vicomte —action pour ouïr—seconde copie doit être fournie pour l'usage de la Cour.
Bénéfice de la Trinité v. Dorey.
(1894)—49 H. 34.
- 22° VICOMTE ET EXPERTS — seconde copie du Record doit être fournie.
Voir "Bornements," 1°.
- 23° DÉNONCIATEUR—REPRÉSENTATION—la représentation d'un dénonciateur doit être présentée à la Cour par l'intermédiaire de la partie publique seul. (*Semble*—qu'il aurait pu procéder autrement par Remontrance).
Ex parte Balleine, Dénonciateur.
(1894)—216 Ex. 405.
- 24° EXÉCUTOIRE—acte rendu exécutoire vers l'héritier.
Le Maistre v. Le Breton.
(1894)—76 Exs. 469.
- 25° INTERVENTION — demande d'être reçu à retirer une intervention, qui avait occasionné la mise en preuve—renvoyée à la Cour qui doit siéger pour l'audition des témoins.
Ex parte Vade. (1896)—217 Ex. 526.
- 26° INTERVENTION—retirée lors de l'évocation de la cause pour l'audition des témoins.
Gilley v. Scott, Vade à la cause.
(1896)—218 Ex. 1.

27° REMPLACEMENT DE RENTES—forme de l'acte. Procédure.

Hacquoil v. Le Brun. (1894)—49 H. 33.

Hubert v. Hubert. (1899)—49 H. 162.

28° ID.—COUR DU SAMEDI—COUR D'HÉRITAGE—
Remplacement de Rentes—Condamnation,
à peine de prison, à payer montant de con-
damnation, n'ayant pas fourni au rem-
placement dans le délai fixé par la Cour
d'Héritage.

Hubert v. Hubert. (1899)—220 Ex. 52.

29° COUR DU BILLET—COUR DU SAMEDI—cause
à la Cour du Samedi différée jusqu'à vui-
dance d'un procès pendant entre les parties
à la Cour du Billet.

Renouf v. Crill, Tuteur.
(1895)—217 Ex. 379.

30° PREUVE—ACTE EN PREUVE—énonce les faits
sur lesquels le défendeur est reçu à la
preuve.

Crill, Tuteur, v. Renouf.
(1895)—76 Exs. 503.

31° PROPRIÉTAIRE FONCIER—TERME—VACANCE
MIS—Prémises obtenues vers un propriétaire
foncier pendant le terme, ne peuvent être
suivies qu'en terme,—le fait d'avoir obtenu
un délai qui doit échoir en vacance ne le
prive pas de ce privilège.

Le Bas v. Gibaut. (1896)—217 Ex. 456.

32° USUFRUITIER—NU PROPRIÉTAIRE—Action en
paiement de rente vers nu propriétaire, et
usufruitier—les défendeurs faisant défaut,
nu propriétaire condamné et usufruitier à

Procédure. l'en garantir et décharger sous peine d'être évincé de son droit d'usufruit.

Ingouville v. Plymen, Tuteur, et au.

Crill v. les mêmes.

(1900)—77 Exs. 74 et sqq.

33° ID. ID.—vers femme séparée nue propriétaire, et mari usufruitier.

Roissier v. Gray et au. (1900)—77 Exs. 94.

34° ID. ID.—vers nu propriétaire, et douairière.

Ahier v. Buesnel et au. (1900)—77 Exs. 95.

35° ID. PRISON.

Ingouville v. Plymen, Tuteur, et au.

Crill v. les mêmes.

(1900)—77 Exs. 78, 79.

36° RÉPUDIATION DE SUCCESSION — plusieurs actions.

Voir “*Successions*,” 16°.

37° PARTAGE — RÉPUDIATION — Sur répudiation de succession par principal héritier, ordonné que celui qui est maintenant principal héritier soit convenu.

Huelin v. Huclin. (1899)—49 H. 163.

38° PLUSIEURS ARRÊTS CONFIRMÉS CONTRE LE MÊME DÉFENDEUR appels dans certaines des causes. Dans les causes où le montant en litige n'admet pas d'appel, arrêts sursis jusqu'à voidance d'appel dans les autres.

Voisin & Cie. v. Hawkes & Gardner, Limited.
Izard intervenant.

(1900)—220 Ex. 132 et sqq.

39° ENVOI HORS DE COUR. D'autant qu'il y a Procédure.
eu des torts réciproques, parties envoyées
hors de Cour—chaque partie portant ses
frais.

Barette et ux. v. Le Moignan et ux.
(1899)—219 Ex. 452.

40° ACTION EN DOMMAGES INTÉRÊTS—PREUVE—
après jugement sur le point en litige, sur
néga~~tion~~ qu'il y ait eu de dommage causé,
cause envoyée en preuve.

Perrédès v. Godfray et au.
(1900)—220 Ex. 267.

41° MEMBRES DE LA POLICE HONORIFIQUE—
action en dommages intérêts entre—Partie
publique faite partie.

Voir "Diffamation," 6°.

PROCÉDURE CRIMINELLE.

Voir "Amendes."
"Appels," 14°, 15°.
"Caution—Cautionnement," 4°, 5°.
"Congé de Cour."
"Droit Criminel."
"Témoins—Témoignage," 13°—21°.

Procédure
Criminelle.

1° ABANDON DE POURSUITE—poursuite vers mari
et femme—abandonnée en ce qui regarde
la femme.

P.G. v. Bardoul et ux. (1895)—23 P.C. 483.

2° ABANDON DE POURSUITE—faute de preuve.

Re Mourant. (1899)—24 P.C. 365.

Procédure
Criminelle.

3° ABANDON DE POURSUITE—COUR MILITAIRE—
admission faite par accusé devant une Cour
d'Enquête Militaire—poursuite abandonnée
après témoins entendus, la Cour ayant
jugé que l'admission faite par l'accusé
devant une Cour d'Enquête Militaire n'est
pas admissible comme évidence.

P.G. v. Odell. (1897)—24 P.C. 111. (*As. Cr.*)

4° ABANDON DE POURSUITE—un témoin qui ne
jouit pas de ses facultés intellectuelles
ayant été retranché.

P.G. v. Michel. (1894)—23 P.C. 358. (*As. Cr.*)

5° ABANDON DE POURSUITE—le plaignant n'ayant
pas répondu à l'appel de son nom quoique
dûment ajourné comme témoin—amende
de £10 stg.

P.G. v. Parker et aus.

(1896)—24 P.C. 66. (*As. Cr.*)

6° ABANDON DE POURSUITE—la plaignante étant
absente de l'île avant son ajournement
comme témoin.

P.G. v. Phillips. (1896)—24 P.C. 82. (*As. Cr.*)

7° ABANDON DE POURSUITE — le Procureur
Général présente un Acte de la Cour pour
la Répression des Moindres Délits envoyant
trois prévenus devant la Cour, et déclare
désister de la poursuite eu égard à l'un
d'eux, lequel demeure déchargé de la pour-
suite et a été libéré de prison.

Re Demoy. (1900)—24 P.C. 421.

8° ABANDON DE POURSUITE—Accusation de vol
—l'accusée ayant plaidé coupable sauf en
ce qui regarde le vol de certains objets, le

Procureur Général déclare abandonner la poursuite en ce qui regarde les dits objets.

Procédure
Criminelle

P.G. v. Courtel. (1896)—24 P.C. 91.

9° ATTÉNUATION DES PEINES—Loi sur l'Atténuation des Peines—Article 5—application—cautionnement de £10 stg. exigé pour la présentation de l'inculpé toutes fois et quantes pour entendre le prononcé de la sentence à son égard.

P.G. v. Podger. (1896)—24 P.C. 96.

10° ATTÉNUATION DES PEINES—Id.—cautionnement exigé pour la présentation de l'inculpé dans le délai d'une année—montant du cautionnement déposé entre les mains du Greffier par l'inculpé.

P.G. v. Liot. (1897)—24 P.C. 150.

11° ATTÉNUATION DES PEINES—Loi sur l'Atténuation des Peines—Article 1er—Inculpé condamné à un terme d'emprisonnement avec travail forcé, mais ordonné qu'il soit sursis à l'exécution de la peine, et que l'inculpé soit mis en liberté provisoire.

P.G. v. Blanchard. (1899)—24 P.C. 300.

12° ATTÉNUATION DES PEINES—Loi sur l'Atténuation des Peines—sans que la sentence soit prononcée, ordonné qu'il sera sursis à l'exécution de la peine et que l'inculpé soit mis en liberté provisoire et ordonné à l'inculpé de se présenter ultérieurement devant la Cour pour entendre le prononcé de la sentence à son égard.

P.G. v. Breen. (1900)—24 P.C. 414.

Procédure
Criminelle.

13° ATTÉNUATION DES PEINES RÉCIDIVE—Loi sur l'Atténuation des Peines—Article 1er —Inculpé ayant encouru une poursuite suivie de condamnation dans les cinq années, ordonné en conformité dudit Article que la première peine soit d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

P.G. v. Denis. (1899)—24 P.C. 339.

14° DEUX ACCUSÉS—l'une ayant plaidé non coupable et l'autre coupable, la Cour passe sentence sur ce dernier et envoie l'autre aux prochaines Assises criminelles.

P.G. v. Le Comte et au.
(1893)—23 P.C. 332.

15° TROIS ACCUSÉS—l'un ayant plaidé non coupable et les autres coupables, la Cour remet à prononcer sa sentence en ce qui regarde ces derniers jusqu'au jour où la poursuite vers l'autre sera traitée devant l'Assise.

P.G. v. Gorin et aus.
(1895)—24 P.C. 3, 15 (*As. Cr.*)

16° RENVOI DEVANT LE CORPS DE LA COUR—accusé ayant plaidé coupable, renvoyé devant le Corps de la Cour pour recevoir sentence.

P.G. v. Bardoul. (1895)—23 P.C. 483.

P.G. v. Nicolle. (1895)—24 P.C. 25.

17° RÉDACTION DE DÉPOSITIONS — MEURTRE — Article 25 de la Loi sur la Procédure Criminelle.

P.G. v. Léonard. (1895)—23 P.C. 494.

P.G. v. Bla. (1897)—24 P.C. 160.

- 18° RÉDACTION DE DÉPOSITIONS — INCENDIE — Procédure Criminelle.
Soldat accusé d'avoir mis le feu à l'Arsenal dont il était le gardien—Rédaction de Dépositions demandée en vertu de l'Article 25 de la Loi sur la Procédure Criminelle —demande rejetée, l'accusation telle qu'elle est formulée dans l'acte d'accusation n'étant pas de nature à donner lieu à l'infliction de la peine de mort.
P.G. v. Odell. (1896)—24 P.C. 98.
- 19° DEUX CHEFS D'ACCUSATION — accusés ayant plaidé non coupables sur le premier et coupables sur le second, ils demeurent constitués prisonniers sur le premier chef et est l'affaire remise à la prochaine assise criminelle, et en ce qui regarde la partie de l'accusation à laquelle ils ont plaidé coupables, le Procureur Général a différé de présenter ses conclusions jusqu'à l'Assise.
P.G. v. Malzard et aus.
(1900)—24 P.C. 413, 426 (*As. Cr.*)
- 20° MILITAIRE — POURSUITE VERS UN SOLDAT — Non coupable — prochaines Assises criminelles, et dans l'entretemps remis à la garde des autorités militaires, l'officier présent en Cour s'engageant, du consentement du Procureur Général, à reproduire l'accusé toutes fois et quantes pour répondre à la poursuite sous peine de £20 stg.
P.G. v. Phillips. (1896)—24 P.C. 73.
- 21° PRESCRIPTION — DÉLIT — POURSUITE — poursuite vers une personne qui avait forfait son cautionnement, vers laquelle Prise de corps a été décernée, et qui a été reprise dans l'île depuis. Jugé que la prescrip-

Procédure
Criminelle.

tion ne peut être plaidée par le prévenu dans l'espèce, d'autant que l'interruption de la procédure a été causée par son propre acte.

A.G. v. *Sangan.* (1897)—24 P.C. 193.

22° PARJURE.

Voir "Enquête de Levée de Corps," 2°—4°.

23°—PARJURE—LOI SUR LES LEVÉES DE CORPS
—Article 2—Procédure—Procureur Général chargé de poursuivre lors de la présentation du Rapport du Vicomte. Accusé présenté en Justice par le Vicomte et accusé par le Procureur Général—non coupable—prochaines Assises Criminelles.

P.G. v. *Brand.* (1898)—24 P.C. 227.

24° REPRÉSENTATION DU PROCUREUR GÉNÉRAL contenant en même temps des plaintes du Recteur d'une paroisse vers les membres présents à une Assemblée, et des Connétable et Surveillants vers le Recteur. La Cour refuse de l'entretenir d'autant qu'elle ne peut être appelée à décider sur deux plaintes ainsi faites, ni indiquer sur laquelle il y a lieu pour le Procureur Général de procéder.

Représentation du P.G. re Du Heaume, Recteur, et aus. (1895)—23 P.C. 522.

25° RAPPORT—DOIT ÊTRE ADRESSÉ À LA COUR MÊME. La Cour refuse d'entretenir le rapport d'un Connétable adressé au Procureur Général par le Connétable d'une Paroisse.

Rapport du Connétable de la Trinité, re Du Heaume, Recteur. (1895)—23 P.C. 531.

26° PARTIE PUBLIQUE autorisée à faire décharger un fusil sequestré, par une personne compétente, laquelle devra être ajournée comme témoin dans la poursuite. Procédure Criminelle.

P.G. v. Mourant. (1894)—23 P.C. 423.

27° FAUX MONNAYEURS — CONDAMNATION — ordonné que les pièces contrefaites avec tous les instruments et accessoires servant à fabriquer la fausse monnaie seront détruits par le ministre du Vicomte, en présence du Greffier.

P.G. v. Moreau et ux.
(1900)—24 P.C. 406. (*As. Cr.*)

28° EFFETS SÉQUESTRÉS DANS UNE POURSUITE CRIMINELLE—Greffier autorisé à les délivrer au Vicomte représentant d'office une personne qui est à subir un terme de servitude pénale.

Re Bardoul—Représentation du Vicomte.
(1895)—11 C.R. 130.

29° EFFETS SÉQUESTRÉS—Greffier autorisé par le Corps de la Cour à produire devant la Cour de Police Correctionnelle des effets logés au Greffe dans une poursuite terminée devant le Corps de la Cour.

Re Durner et ux.
(1895)—23 P.C. 494. (*Corps de Cour.*)

30° POLICE SALARIÉE—Libelle vers la Police Salarlée.

P.G. v. De La Mare. (1895)—23 P.C. 464.

31° INFRACTION AUX RÈGLEMENTS—Loi sur les Ecoles Elémentaires et l'Instruction Obligatoire—Chef de Police ayant déclaré que

Procédure
Criminelle.

défenderesse avait quitté l'île, ordonné qu'elle sera saisie et présentée en Justice, cas échéant qu'elle revienne dans le pays.
Re Rault. (1900)—24 P.C. 437.

PROCLAMATIONS ROYALES.

Proclama-
tions
Royales.

DE NEUTRALITÉ—entérinée, publiée par le Vi-
comte et affichée.

Guerre entre la Chine et le Japon.

(1894)—9 O.C. 255.

Id. entre l'Espagne et les États Unis.

(1897)—9 O.C. 302.

Procura-
tions.

PROCURATIONS.

Voir "Tuteurs," 5°.

1° GENS MARIÉS—Demande de mari et femme
(non séparée) d'insinuer procuration par
laquelle cette dernière est nommée procu-
ratrice—rejetée.

Ex parte Mills et ux. (1895)—217 Ex. 130.

2° GENS MARIÉS—ABANDON DE DOUAIRE—De-
mande en insinuation de procuration
donnée par mari et femme—rejetée, attendu
que le Notaire n'a pas donné de certificat
à l'effet que la femme lui a déclaré que
c'est de sa libre volonté qu'elle autorise
son procureur à abandonner son douaire
sur les héritages du mari.

Ex parte Guiton. (1895)—217 Ex. 238.

3° GENS MARIÉS—ABANDON DE DOUAIRE—pro-
curation de mari et femme insinuée, étant
entendu qu'aucun abandon de douaire ne
sera effectué par le Procureur, sans y avoir
été dûment autorisé par la femme, dans
chaque cas où la nécessité pourra se
présenter.

Ex parte Seale. (1896)—218 Ex. 3.

- 4° FEMME MARIÉE—SÉPARATION DE BIENS—la femme mariée, procuratrice de son mari, admise à abandonner la procuration, lors de la présentation vers lui d'une remontrance en séparation de biens. Procurations.

Ex parte Davis. (1896)—217 Ex. 534, 535.

- 5° INTÉRÊTS DISTINCTS — Demande d'insinuer une procuration donnée par deux parties. S'agissant de différentes parties, ayant des intérêts distincts, la Cour juge qu'il doit y avoir deux Procurations dans l'espèce—partant rejette la demande.

Ex parte Crill. (1895)—217 Ex. 299.

- 6° DEUX CONSTITUANTS—Demande en insinuation rejetée, la procuration n'étant signée que par un des constituants au nom des deux.

Ex parte Renouf. (1896)—218 Ex. 81.

Ex parte Le Gros. (1897)—218 Ex. 405.

- 7° CONJOINTEMENT OU SÉPARÉMENT—Trois constituants—demande d'insinuer procuration nommant procureurs conjointement ou séparément. Attendu que si les demandeurs sont nommés séparément, il faudrait qu'ils fussent nommé par trois procurations, et non par une seule — demande rejetée.

Ex parte Hawksford et au.

(1897)—218 Ex. 318.

- 8° COMPAGNIE — Procuration donnée par une Compagnie et signée par le Gérant. La procuration n'étant pas revêtue du sceau de la Compagnie, et rien ne montrant que

Procurations.

ledit gérant ait autorité de nommer un Procureur en son nom—demande en insinuation rejetée.

Ex parte Roissier. (1897)—218 Ex. 503.

9° FAITE EN FRANCE—N'ayant pas été passée devant Notaire, demande en insinuation rejetée.

Ex parte Oberlé. (1894)—216 Ex. 504.

10° FAITE EN FRANCE—demande en insinuation rejetée, la signature n'étant pas attestée par témoins.

Ex parte Bois. (1896)—218 Ex. 108.

11° FAITE EN ITALIE—procuracion passée devant le Consul Britannique à Rome—le procureur présent en Cour ayant déclaré accepter toute la responsabilité des déclarations y contenues, procuracion insinuée.

Ex parte Le Gallais. (1895)—217 Ex. 125.

12° FAITE AU CANADA—la procuracion n'étant pas revêtue du sceau du Notaire qui l'a attestée—demande en insinuation rejetée.

Ex parte Simon. (1896)—217 Ex. 502.

13° FAITE AUX INDES—rien ne démontrant que les parties aient signé la procuracion en présence d'un Notaire ou autre personne compétente — demande en insinuation rejetée.

Ex parte Falla. (1896)—217 Ex. 556.

14° FAITE À SERCQ—demande en insinuation rejetée—la procuracion ne portant pas de sceau, et rien ne démontrant qu'elle ait été passée devant un Officier dûment autorisé à la certifier.

Ex parte Guiton. (1897)—218 Ex. 274.

- 15° INSINUÉE QUOIQUE PAS PASSÉE DEVANT
NOTAIRE—n'y étant aucun Notaire à une
distance de cent milles de l'endroit où elle
fut passée, et la signature du Juge de Paix
devant lequel elle fut signée étant attestée
par l'Officier d'une Cour ayant un sceau.
Ex parte Bailhache. (1894)—216 Ex. 365. Procura-
tions
- 16° DEMANDE EN INSINUATION REJETÉE—le Cer-
tificat emanant du Consulat Général de Sa
Majesté à New York étant signé par une
personne autre que celle qui fait la décla-
ration y contenue.
Ex parte Crill. (1895)—217 Ex. 379.
Ex parte Le Gallais. (1897)—218 Ex. 503.
- 17° FAITE EN AMÉRIQUE—Demande en insinua-
tion rejetée, la signature du Notaire
n'étant pas légalisée par un représentant
du Gouvernement de Sa Majesté.
Ex parte Syvret. (1898)—219 Ex. 231.
- 18° DEMANDE EN INSINUATION REJETÉE — la
qualité de la constituante n'étant pas con-
statée dans la procuration.
Ex parte Mourant. (1898)—219 Ex. 231.
- 19° RATURES—demande en insinuation rejetée,
les ratures dans la procuration et le certi-
ficat du Notaire ne portant pas les initiales
des parties et du Notaire.
Ex parte Blampied. (1898)—219 Ex. 155.
- 20° RATURES—demande en insinuation rejetée,
vu les ratures qui se trouvent sur la pro-
curation.
Ex parte Barette. (1895)—217 Ex. 183.
- 21° DEMANDE EN INSINUATION REJETÉE—la de-
mande et la pièce n'étant pas conformes.
Ex parte Le Rossignol. (1895)—217 Ex. 223.

Procurations
Générales.

PROCURATIONS GÉNÉRALES.

Voir "Procureurs Généraux."

PROCUREUR.

Procureur.

Voir "Procurations."

1° ACTEUR ABSENT DE L'ÎLE REPRÉSENTÉ PAR PROCUREUR. Il suffit que l'acteur soit représenté par un procureur au moment de l'évocation de la cause, même s'il n'était pas ainsi représenté au temps de l'envoi de l'action.

"*The Debenture Trust and Assets Corporation, Limited,*" v. "*The Channel Islands Builders' Supply Corporation, Limited.*"
(1897)—218 Ex. 521.

2° TUTEUR ÉTRANGER—demande d'insinuer procuration donnée par un tuteur étranger, rejetée.

Voir "Tuteurs," 5°.

3° Ne peut être entendu comme témoin.

Voir "Témoins—Témoignage," 6°.

PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA REINE.

Procureur
Général de
la Reine.

Voir "Appels," 15°.

"Clameur de Haro," 1°.

"Enquête de Levée de Corps," 2°.

"Officiers de la Couronne."

"Procédure Criminelle," 20°,
24°-26°.

1° CHARGÉ DE POURSUIVRE.

Voir "Enquête de Levée de Corps,"
3°, 4°.

2° FAIT PARTIE dans une action en dommages intérêts entre membres de la Police.

Voir “*Diffamation*,” 6°.

Procureur
Général de
la Reine.

3° ASSERMENTÉ—Lettres Patentes entérinées.

Re Turner. (1899)—4 P.R. 131.

PROCUREURS GÉNÉRAUX.

Voir “*Enâgement*.”

Procureurs
Généraux.

1° ABANDON—demande d'abandonner Procura-
tion Générale—la constituante n'étant ni
personnellement présente, ni représentée
par un Avocat, demande rejetée.

Re Gates, ex parte Crill et aus.

(1895)—217 Ex. 105.

2° ABANDON—Procureur Général admis à aban-
donner sa procuration en présence et du
consentement du constituant, malgré
l'opposition de l'autre procureur.

Re Cabot, ex parte Crill, Chambers intervenant.

(1898)—219 Ex. 330.

3° ANNULATION—Remontrance vers Procureurs
Généraux en annulation de procuration—
procuration annulée du consentement des
Procureurs Généraux, présents en Cour.

Horman v. Le Marquand et au.

(1894)—216 Ex. 331.

4° ANNULATION—procuration générale annulée
sur Ordre de Justice y concluant—le dé-
fendeur ne s'y opposant pas.

Binet v. Turpin. (1897)—218 Ex. 354.

5° CURATELLE—la nomination d'un Procureur
Général arrête procédure en Curatelle.

Voir “*Curatelle*,” 3°.

Propres.

PROPRES.

Voir “*Bénéfice d’Inventaire*,” 2°, 3°.
“*Contrats*,” 4°.
“*Remplacements*,” 1°, 2°.
“*Testaments*,” 16°, 17°.

Propriétaires et Locataires.

PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES.

Voir “*Baux*.”
“*Friendly Societies*.”
“*Locataires Refractaires — Expulsion*.”
“*Loyer*.”

1° DEVOIR DU PROPRIÉTAIRE — doit fournir de l’eau saine et propre aux usages domestiques.

Tregear v. Colley. (1897)—218 Ex. 412.

2° AVERTISSEMENT—Refus de quitter prémisses —Remède.

Collenette v. Cœwillet. (1900)—220 Ex. 96.

3° REFUS DE PRENDRE POSSESSION DE PRÉMISSES —Action pour y contraindre. Résultant de la preuve fournie qu’un accord de bail devait être signé par les parties, ce qui n’a pas de fait eu lieu—attendu que dans ces circonstances aucun contrat de louage n’est intervenu entre les parties—défendeur déchargé.

Ahier v. Starck. (1900)—220 Ex. 106.

PROPRIÉTAIRE FONCIER.

Propriétaire Foncier.

Voir “*Désastre*,” 5°.

1° NE PEUT ÊTRE ACTIONNÉ HORS TERME.

Voir “*Procédure*,” 31°.

- 2° CAUSE DE BRIÈVETÉ—son privilège de n'être actionné qu'en terme ne s'étend pas aux causes de brièveté. Propriétaire Foncier.
Voir "*Causes de Brièveté.*"

PROPRIÉTÉ.

Voir "*Possession—Propriété.*" Propriété.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE (LOI).

Propriété Foncière (Loi).
Voir "*Décrets et Dégrèvements.*"
"*Hypothèque.*"
"*Rentes,*" 3°, 5°.

PROSTITUTION.

Prostitution
Voir "*Criminal Law Amendment Act, 1885.*"

PROTÊT.

Protêt.
Voir "*Billets à Ordre.*"

1° AU SUJET DE L'ENREGISTREMENT D'UN ACTE DE PARLEMENT.

Voir "*Actes de Parlement,*" 2°.

2° FRAIS.

Voir "*Décrets et Dégrèvements,*" 14°.

PUBLICATIONS.

Publications.
Voir "*Décrets et Dégrèvements,*" 3°.
"*Séparation de Biens,*" 12°-17°.
"*Successions,*" 9°, 11°, 22°.